



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Trentième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts

**Bilan des activités de la CEA
en Afrique du Nord (Mars 2014 – Février 2015)**

3-6 Mars 2015, Rabat, Maroc



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Bureau pour l'Afrique du Nord

Distr.: GENERALE
CEA-AN/CIE/XXX/4
Mars 2015
Original: FRANÇAIS

Trentième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)
4-6 mars 2015

Bilan des activités de la CEA en Afrique du Nord
(Mars 2014 – Février 2015)

Tables des matières

I. Introduction	1
II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue 1	1
A. Résultat majeur 1: Renforcement de la capacité des États membres pour produire et diffuser à temps des statistiques et des analyses de politiques de qualité en appui aux priorités nationales et sous régionales de développement.....	1
1. Une meilleure compréhension des mécanismes de participation des pays nord africains aux chaînes de valeurs mondiales et régionales.....	2
2. Des profils pays réalisés et d'autres en cours de rédaction	3
B. Résultat majeur 2: Renforcement de la capacité de l'Union du Maghreb Arabe et d'autres acteurs sous-région pour accélérer la conception ou la mise en œuvre des initiatives sous régionales.	5
1. Partenariat renforcé au service de l'intégration en Afrique du Nord.....	5
2. Plan d'action régional pour la facilitation du transport et le commerce formulé.	7
III. Appui Conseil, initiatives spéciales et interactions avec les divisions du siège et les autres partenaires	8
A. Appui à l'UMA et aux Etats membres pour la mise en œuvre de l'Initiative BIAT/CFTA	8
B. Atelier national de validation de l'étude sur les politiques d'économie verte inclusive et la transformation structurelle en Tunisie (Tunis, 20-22 octobre 2014).....	8
C. Lancement du projet d'appui à la mise en œuvre du PASR-LCD au Maghreb.....	8
D. Démarrage du projet d'appui à l'UMA pour l'élaboration d'une stratégie Genre pour le Secrétariat Général de l'UMA	9
E. Renforcement des capacités à utiliser les transferts de fonds des travailleurs pour le développement.	10
F. Autres activités d'appui conseils.....	11
IV. Partenariats stratégiques	11
A. Partenariat avec la Commission Economique pour l'Europe	11
B. Partenariat avec la CESA0	12

V.	Etat de la mise en œuvre des recommandations du XXIX CIE	12
A.	Utiliser les sources officielles produites par les autorités publiques, notamment les offices nationaux de statistiques et les comptes publics comme la source principale des profils pays.	12
B.	Intégrer dans les profils pays une analyse de la vulnérabilité des pays face au changement climatique et une évaluation de l'impact économique et social des catastrophes naturelles.	13
C.	Lancer l'étude sur les chaînes de valeur régionales sur la base de ces recommandations, en partenariat avec les institutions concernées.	13
VI.	Défis, leçons apprises et perspectives pour 2015.....	13
A.	Sur le renforcement des capacités des Etats Membres et de l'UMA	13
B.	Sur les capacités de l'UMA et la mise en œuvre du MYP.....	13
C.	Sur les conditions politiques et sociales de la région.....	14

I. Introduction

1. A la fin de la période biennale 2012-2013 la Commission Economique pour l'Afrique a lancé son programme de réorientation stratégique qui devrait se traduire par la mise en activités d'activités orientées vers l'objectif de transformation structurelle de l'Afrique, pour faire du Continent un pôle de croissance mondiale. Dans ce cadre, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, a reçu du Comité Intergouvernemental d'Experts le mandat de d'orienter ses programmes et actions vers l'atteinte des deux résultats ci-après: a) Le renforcement de la capacité des États membres pour produire et diffuser en temps réels des statistiques et des analyses de politiques de qualité, en appui aux priorités nationales et sous-régionales de développement et b) le renforcement de la capacité de l'Union du Maghreb arabe et d'autres acteurs sous-régionaux pour accélérer la conception ou la mise en œuvre des initiatives sous-régionales.
2. La période couverte par le présent rapport correspond à la première année de mise en œuvre du programme 2014-2015. Le rapport rend compte ainsi des activités menées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) en Afrique du Nord pour la période allant de mars 2014 à Mars 2015.
3. Les activités mises en œuvre en 2014 et les produits dérivés ont été réalisées en étroite concertation et collaboration avec les Etats membres, les divisions organiques de la CEA, les autres Bureaux sous régionaux et les communautés économiques régionales (CER) dont l'Union du Maghreb Arabe (UMA), des agences du système des Nations Unies et d'autres partenaires.

II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue

4. Les activités inscrites dans le programme de travail du Bureau ont été réalisées avec pour finalité de produire des résultats dans les axes prioritaires définis par le cadre stratégique 2014-2015. Les recommandations issues des précédentes réunions du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) ainsi que les contributions des Etats membres, de l'UMA et d'autres partenaires ont également contribué à baliser le cadre d'intervention du Bureau tout au long de la période sous revue.
5. Ces activités ont été menées en droite ligne des nouvelles orientations stratégiques et programmatiques de la CEA, approuvées par la Conférence des Ministres de mars 2013.
 - A. **Résultat majeur 1: Renforcement de la capacité des États membres pour produire et diffuser à temps des statistiques et des analyses de politiques de qualité en appui aux priorités nationales et sous régionales de développement.**
6. A travers ses activités, le Bureau a contribué à l'amélioration des capacités des Etats membres dans les domaines relatifs à la participation des pays aux chaînes de valeurs mondiales et régionales, le développement des politiques novatrices et intégrées pour la croissance verte et durable. Le mécanisme de production des profils pays, document clef dans la nouvelle orientation de la CEA a été affiné au cours de la période et cinq profils pays ont été réalisés.

1. Une meilleure compréhension des mécanismes de participation des pays nord africains aux chaînes de valeurs mondiales et régionales

7. Quatre grandes étapes/activités ont permis l'atteinte de ce résultat : une table ronde des experts lors du XXIX^e CIE, la réalisation d'une étude technique sur les chaînes de valeurs régionales, l'organisation d'une réunion d'experts suivi d'un colloque sur le thème : « Commerce, localisation des IDE et participation des pays méditerranéens aux chaînes de valeurs : Quelles retombées en termes de développement ? ». Ces activités s'intègrent par ailleurs dans un programme plus vaste autour de la question de la transformation structurelle de l'Afrique du Nord lancé depuis deux années par la CEA.

8. La table ronde des experts, organisée par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA à Rabat, Maroc, le 4 Mars 2014, a été un cadre d'échange d'expériences autour de la question du développement des CVR en Afrique du Nord afin d'aider (i) à l'accélération de la diversification et la sophistication des systèmes productifs, et (ii) à l'amélioration de leur intégration dans les CVG. Elle a ainsi contribué à établir le diagnostic ci-après :

- a) L'industrialisation est centrale pour l'objectif de transformation structurelle des économies en Afrique du Nord ;
- b) Les pays de la région ne participent que faiblement au commerce mondial ; ils connaissent un déficit structurel croissant expliqué en grande partie par la faiblesse de la diversification de leur appareil productif ;
- c) La participation des pays au commerce mondial se fait de plus en plus au travers de leur participation aux chaînes de valeurs globales (CVG) et que l'accès à ces CVG implique de nombreux pré-requis, notamment en matière de logistique et d'environnement institutionnel et juridique, qui nécessitent des investissements importants aussi bien au niveau humain que financier et des politiques publiques actives en la matière ;
- d) La part des échanges régionaux ne représente que 4.8% des échanges globaux de l'Afrique du Nord et la part des produits manufacturés dans ces échanges a tendance à baisser ;
- e) Le développement de chaînes de valeurs régionales et l'augmentation des échanges intra-régionaux peut être un levier important de développement, en (i) Accélérant la diversification et la sophistication des économies ; (ii) Favorisant la création de nouveaux avantages comparatifs dynamiques et ; (iii) Facilitant la participation aux CVG dans des segments à plus forte valeur ajoutée.

9. Les recommandations et directives faites par les experts des États membres lors de la Table ronde, ont permis une bonne formulation des termes de référence de l'étude sur les CVR. Cette étude conduite entre avril 2014 et octobre 2014 a permis :

- a) D'identifier les secteurs porteurs en matière de CVR, en procédant à une cartographie des atouts et avantages comparatifs de chaque pays de la sous-région et en identifiant les leviers à actionner et les contraintes à surmonter afin d'enclencher une coopération régionale effective ;
- b) D'adopter une approche systématique qui établisse des priorités entre les différentes chaînes de valeurs, identifie les différents acteurs, leurs liens et interactions ; analyse les capacités technologiques et performances économiques et formule une stratégie de mise à niveau des chaînes sélectionnées tout en considérant les aspects réglementaires et institutionnels ;

- c) De développer des partenariats entre la CEA et d'autres organisations internationales et régionales afin d'améliorer la disponibilité de l'information statistique et de permettre la coordination des efforts menés en termes de création et de gestion de savoir et de conceptualisation de programmes/projets.

10. Les résultats de l'étude intitulée «développer les chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies nord africaines» ont été validées par une réunion ad hoc d'experts, tenue les 19 et 20 novembre 2014 à Rabat. Cette réunion d'experts a précédé l'organisation du Colloque international sur la Méditerranée¹ sur le thème « Commerce, localisation des IDE et participation des pays méditerranéens aux chaînes de valeurs : Quelles retombées en termes de développement ? ». Le Colloque a prolongé la réflexion sur les chaînes de valeur régionales dans un référentiel académique qui a offert l'occasion à une soixantaine de chercheurs des deux rives de la Méditerranée de :

- a) Confronter les résultats des études théoriques et empiriques sur les atouts et les risques de la participation des pays en développement aux chaînes de valeur ;
- b) Analyser le rôle de l'intégration régionale et des chaînes de valeur régionales dans le processus de transformation et de diversification des économies ;
- c) Explorer les potentialités de la coopération multilatérale en matière d'accompagnement du processus de transformation et de diversification des économies méditerranéennes.

11. Les résultats des différentes études ont abouti à l'élaboration (i) d'un plan pour la mise en œuvre et le suivi des actions à prendre par les différentes parties prenantes, notamment les pays, (ii) des orientations de politique sur le développement de chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies nord africaines ainsi que (iii) des documents techniques importants et des cadres pour améliorer le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine des CVR.

12. Les effets à court terme sont la mise en place d'un projet régional de CVR à travers des secteurs à fort potentiel de valeur ajoutée et le développement des études sectorielles/par chaîne de valeur à l'échelle Afrique du nord.

13. Il est prévu, en termes de suivi, d'élaborer un projet pour le développement des CVR au niveau des secteurs ayant un fort potentiel dans la sous-région et un cadre stratégique de suivi évaluation.

2. Des profils pays réalisés et d'autres en cours de rédaction

14. Les profils de pays de la CEA trouvent leur justification dans la mission et le nouveau programme de l'institution, notamment la constitution et la valorisation de centres de données sous régionaux , et la nécessité d'une cohérence et d'une harmonisation des données et des informations utilisées dans toutes les publications phares et les rapports de la CEA, y compris le Rapport économique sur l'Afrique. Le principe même des profils pays ainsi que leur cadre méthodologique

¹ Le colloque est une initiative conjointe de la CEA, du Centre Africain de Politique Commerciale et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'Edition de l'année 2014 était le fruit de la coopération entre ces institutions, la Chaire de l'OMC - Université Mohammed V (Rabat) et le Laboratoire d'économie appliquée au développement (LEAD) de l'Université de Toulon. Près de cinquante communications de chercheurs et praticiens du développement ont été présentées pendant le colloque. En complément, une journée a été dédiée à une rencontre des jeunes chercheurs avec les acteurs plus expérimentés dans le cadre d'une école doctorale. Les éditions précédentes du colloque ont permis d'éditer plusieurs livres et numéros spéciaux dans des revues scientifiques. C'est un exemple de coopération entre le Bureau et le monde académique.

ont été présentés à la Conférence des Ministres de l'Economie et de la Planification de la CEA en Mars 2014 à Abuja au Nigéria. Conformément à la mission et à la nouvelle orientation de la CEA, les profils des pays doivent porter essentiellement sur:

- a) La transformation structurelle des États membres, notamment les stratégies axées sur l'industrialisation en tirant parti des ressources naturelles et agricoles du Continent.
- b) Le développement socioéconomique inclusif des États membres et la nécessité d'évaluer et de suivre les progrès accomplis dans les domaines de la politique macroéconomique et sociale, de la planification du développement, de l'industrialisation, de l'intégration régionale et du commerce, de la gouvernance économique, du développement durable, de la création d'emplois, de l'emploi des jeunes, de la gouvernance des ressources naturelles, de l'agriculture et des terres, de la sécurité alimentaire, des changements climatiques et de l'économie verte.
- c) Le renforcement des capacités des systèmes nationaux de statistique et la mise en place de partenariats avec eux pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données, afin d'améliorer la planification des politiques de développement et leur suivi.
- d) La collecte, l'analyse et la prévision des données qui seront utilisées par la CEA, les États membres, les communautés économiques régionales (CER), et d'autres acteurs du développement.

15. La finalité des profils de pays est (i) de permettre à la CEA de réaliser et diffuser des analyses par pays et par région ; (ii) de formuler des recommandations en vue de la transformation économique par la promotion d'une croissance et d'un développement social durables ; (iii) de renforcer l'intégration régionale, la planification du développement et la gouvernance économique ; (iv) de faire une analyse des risques potentiels et proposer les moyens de leur atténuation. Le processus d'élaboration des profils de pays suppose la collecte et l'harmonisation constante de données et d'informations sur le pays, l'agrégation des indicateurs qui seront utilisés par les communautés économiques régionales et d'autres groupes de pays, et l'analyse des tendances afin de produire des prévisions en temps opportun. La production des profils de pays aura entre autres effets d'entraînement le renforcement dans les États membres des capacités de production et de diffusion des statistiques et d'analyse des politiques de qualité, et de faciliter la planification et l'élaboration de politiques basées des données pertinentes, en appui aux priorités de développement de la sous-région.

16. Les profils de pays réalisés sur la période mars 2014 – février 2015 portent sur le Maroc (1), la Tunisie (2), l'Algérie (1) et la Mauritanie (1).

17. La thématique de l'économie verte été développée dans quatre des profils pays réalisés, en fonction de la spécificité des enjeux nationaux : Algérie (diversification et réduction de la dépendance des hydrocarbures) Maroc (industrialisation et nouveau métiers du Maroc), Mauritanie (économie verte et gouvernance du secteur de la pêche) Tunisie (2015- emplois verts et développement régional). Ces profils ont analysé la vision/ stratégie et la situation de l'économie verte dans les pays et présenté quelques recommandations qui tiennent compte des spécificités pays. A court terme, les analyses thématiques ont permis une meilleure connaissance de la vision et des mesures mises en place par les pays. Ils constituent de ce fait un bon outil de partage d'expériences et d'orientation des politiques. La thématique des subventions, de la lutte contre la pauvreté et son coût a également fait l'objet d'une analyse thématique dans le profil pays de la Tunisie de 2014.

18. Les premiers profils pays des autres pays (Egypte, Libye et le Soudan) sont attendus au cours de l'année 2015.

B. Résultat majeur 2: Renforcement de la capacité de l'Union du Maghreb Arabe et d'autres acteurs sous-région pour accélérer la conception ou la mise en œuvre des initiatives sous régionales.

19. Le partenariat avec l'UMA s'est amélioré de façon significative, ainsi que le partenariat entre l'UMA et les autres institutions régionales. Sur la période, d'importantes réalisations ont été faites avec le support d'autres institutions partenaires. Trois principales initiatives sous régionales ont été formellement lancées et plusieurs autres ont fait l'objet d'analyses préliminaires en vue de leur lancement futur. Le premier groupe d'initiatives inclue la mobilisation des partenaires au niveau sous régional pour l'appui au processus d'intégration, la formulation d'une stratégie de financement autonome de l'UMA et la formulation d'un plan d'action régional pour la facilitation du transport et le commerce. La deuxième catégorie d'initiatives inclue celles relatives (i) à la lutte contre la désertification et (ii) à la formulation d'une stratégie Genre pour l'UMA.

1. Partenariat renforcé au service de l'intégration en Afrique du Nord

20. Le partenariat pour l'intégration s'est renforcé suivant deux axes : un renforcement bilatéral entre l'UMA et le Bureau et un renforcement multilatéral à travers le lancement du Mécanisme Sous Régional de Coopération.

a) La dimension bilatérale

21. En 2014, le Secrétariat Général de l'UMA et le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, se sont réunis aux fins (i) d'évaluer les résultats de leur programme pluriannuel de coopération et (ii) d'identifier les priorités à moyen terme de l'agenda sous régional, dans le double contexte de la réorientation de l'action de la CEA et des mutations politiques intervenues en Afrique du Nord.

22. A cette fin, les initiatives et programmes d'appui à l'UMA et à ses pays membres ont été évalués et adaptés au nouvel environnement socioéconomique de la sous-région.

23. Pour la période 2013-2015, les deux institutions se sont accordées sur un nouveau programme de coopération qui met l'accent sur trois domaines d'intervention à savoir : i) le renforcement des capacités du Secrétariat Général et du cadre institutionnel de l'UMA, ii) l'accélération de l'intégration régionale et iii) l'intégration des politiques « Genre », « Jeunesse » et « Migration » dans l'agenda régional.

24. Parmi les mécanismes de mise en application du nouvel accord de coopération figure en place de choix l'exploration des complémentarités et des modes de partenariat envisageables entre le l'UMA et l'ensemble des autres acteurs régionaux.

b) La dimension multilatérale : Le SRCM Afrique du Nord

25. Le travail de facilitation entrepris par le Bureau a permis de renforcer la coopération entre les institutions partenaires de l'UMA, en instituant entre elles un cadre de concertation, de coordination et de promotion d'initiatives communes ou conjointes en soutien aux programmes régionaux. Le cadre a été formellement institué en juin 2014 après plusieurs années de consultations entre les différents acteurs, notamment des réunions consultatives menées en 2012 et en 2013.

26. Pour le renforcement et une plus grande efficacité des partenariats pour l'intégration en Afrique du Nord, une plateforme régionale d'appui à l'UMA, comme instrument de programmation à moyen terme, de coordination et de mise en synergie de leurs actions d'assistance a été adoptée.

27. La Plateforme s'inscrit dans l'esprit et le cadre du Mécanisme régional de coordination MRC-Afrique. Elle cible sept domaines d'intervention, alignés sur les objectifs à moyen terme de l'agenda maghrébin, et est assortie d'une matrice des projets et actions envisagés par l'UMA pour la période 2014-2015, autour desquels seront structurés les appuis des partenaires.

28. Un mécanisme d'animation de la plateforme, de coordination et d'évaluation régulière de ses activités a également été adopté. Il comprend une réunion annuelle des institutions partenaires, des co-coordonateurs pour chacun des sept groupes thématiques, un réseau de points focaux et une cellule ad hoc de liaison qui en assure le secrétariat.

29. La plateforme a été officiellement mise en place lors de la réunion annuelle du mécanisme sous régional de coordination tenue à Rabat les 24 et 25 juin 2014, à l'initiative du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA-AN). La réunion s'est inscrite dans le cadre du mandat du Mécanisme Régional de Coordination MRC-Afrique, institué en exécution des résolutions 57/2, 57/7 et 61/296 pour soutenir le Programme NEPAD, au niveau continental et à celui des sous-régions.

c) Stratégie validée pour une autonomisation financière de l'UMA

30. Dans la perspective d'une accélération du processus d'intégration en Afrique du Nord, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et le Secrétariat général de l'UMA avaient convenu en décembre 2012 d'inclure dans leur programme pluriannuel de coopération (MYP) un projet de renforcement des capacités de l'UMA. L'une des composantes de ce projet est la réalisation d'une étude de faisabilité d'un mécanisme de financement autonome de l'UMA. L'étude a proposé, sur la base des expériences des autres CER et des spécificités de la sous-région Afrique du Nord, un nouveau système permettant une couverture optimale des besoins financiers actuels et futurs de l'UMA (fonctionnement du Secrétariat général; études et analyses substantives, projets et programmes intégrateurs, contreparties régionales aux actions financées par les partenaires, fonds structurel ou d'ajustement du marché régional...). Elle a notamment défini

- a) Les objectifs spécifiques à atteindre ;
- b) Les principes directeurs et les critères de performances d'un mécanisme de financement autonome;
- c) Les options envisageables pour l'UMA, à la lumière des expériences d'autres CER ;
- d) Les paramètres juridiques et fiscaux d'un prélèvement affecté à l'UMA;
- e) Le mode opératoire et la gestion du mécanisme ;
- f) Une méthodologie pour la négociation, l'adoption et la mise en œuvre du prélèvement.

31. Cette étude a été validée par les experts de l'UMA et des Etats membres, réunis le 12 juin 2014 à Rabat au Maroc. Ils ont demandé expressément à l'UMA d'inscrire cette initiative comme composante de la réforme institutionnelle de l'institution. Les experts ont par ailleurs convenu qu'une augmentation sensible des ressources financières de l'UMA aurait un important effet de levier sur les capacités de l'institution et son rôle central dans la conduite et la gestion du processus d'intégration, avec un champ d'action et des responsabilités élargis. Comme pour les autres CERs, elle devrait permettre, entre autres, la mise en place de fonds structurels et autres instruments de péréquation ou de compensation, notamment pour les pays qui pourraient faire face à d'importants manques à gagner, du fait de la libéralisation du commerce intra-maghrébin. La pérennité et l'efficacité du processus d'intégration seront directement tributaires d'une répartition équitable des coûts et profits du marché régional en construction.

2. Plan d'action régional pour la facilitation du transport et le commerce formulé.

32. Un plan d'action visant la simplification et l'harmonisation des formalités douanières et de transport-transit inter-états et la réduction des coûts directs et indirects des transactions commerciales a été validé par les experts des Etats membres, dans le cadre d'une réunion ad hoc tenue à Rabat (Maroc) du 25 au 26 septembre 2014.

33. Le Plan est structuré autour des quatre (4) composantes ci-après :

- a) Renforcement et optimisation des infrastructures et de la logistique liées au transport-transit et au commerce ;
- b) Amélioration des cadres réglementaires et administratifs ;
- c) Renforcement des capacités nationales (services publics et acteurs privés) en matière de commerce extérieur et de transport international ;
- d) Renforcement de la coopération entre administrations des pays membres, notamment les services centraux et les services aux frontières.

34. Le Plan est décliné en mesures de portées régionale, bilatérale et nationale, et est assorti d'un chronogramme à court, moyen et long terme. Pour chacune des activités préconisées, les institutions et administrations compétentes pour la mise en œuvre ont été identifiées.

35. Les composantes 'Amélioration des cadres réglementaires', 'Renforcement des capacités nationales' et 'Renforcement de la coopération entre administrations nationales' sont inclusives des actions requises pour la mise à niveau des Etats, relativement aux dispositions de l'Accord de Bali. Les réformes préconisées en la matière visent: (i) l'harmonisation des formalités et le renforcement de la coopération douanière ; (ii) l'accroissement de la prévisibilité pour les négociants ; (iii) l'échange d'informations et la formation ; (iv) la coopération Public / Privé. Les activités à mettre en œuvre portent notamment sur l'uniformisation de la documentation transfrontière à l'import et export, la généralisation des postes frontières juxtaposées et des guichets uniques, la généralisation de manière concomitante des procédures de décision anticipées et de traitement de la documentation avant l'arrivée des marchandises, le développement de programmes communs de formation, l'échange de données informatisées sur les déclarations et flux de commerce entre autorités douanières (C2C), et entre autorités douanières et entreprises exportatrices ou importatrices (C2B).

36. Pour une mise en œuvre efficiente du Plan d'Action régional, il est proposé un cadre de pilotage dénommé Conseil Nord-Africain de facilitation des échanges dans lequel seraient impliqués les Comités nationaux de facilitation des échanges – dont l'Accord de Bali prévoit le maintien ou la création – ainsi que l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

37. Le plan est le résultat d'un processus qui a commencé avec la réalisation d'une étude sur le « Transport international et facilitation du commerce en Afrique du Nord » au cours de l'année 2014. Cette étude a été validée au cours d'une réunion ad hoc d'experts sur le thème 'Transport international et facilitation du commerce en Afrique du Nord', tenue les 25 et 26 septembre 2014 à Rabat au Maroc.

III. Appui Conseil, initiatives spéciales et interactions avec les divisions du siège et les autres partenaires

A. Appui à l'UMA et aux Etats membres pour la mise en œuvre de l'Initiative BIAT/CFTA

38. En lieu et place du Centre Africain pour les Politiques Commerciales (CAPC), le Bureau Afrique du Nord a assisté le Secrétariat général de l'UMA pour l'organisation et l'animation du premier atelier régional de sensibilisation des acteurs nationaux sur l'initiative BIAT/CFTA, tenu à Rabat (Maroc) le 4 juillet 2014. En plus des experts du Secrétariat général de l'UMA, l'atelier a connu la participation d'officiels des Services du Commerce extérieur des pays membres, de parlementaires et d'organisations patronales. Les objectifs étaient notamment de les sensibiliser sur le projet et s'accorder avec eux sur les modalités de mise en œuvre du projet dans l'espace UMA. L'appui du Bureau a surtout permis la définition et l'adoption par consensus d'une approche efficiente pour l'élaboration d'un Plan d'action sous-régional BIAT.

39. Le deuxième atelier régional s'est tenu à Casablanca (Maroc) les 28 et 29 octobre 2014, et a connu la participation du Secrétariat général de l'UMA, des experts du Commerce extérieur des pays membres, de la CGEM (Maroc) représentant l'Union Maghrébine des Employeurs (UME), du CAPC et du BSR-AN. L'atelier a permis l'adoption du plan d'action sous-régional. La participation du SRO-NA a eu pour focus la mise en cohérence des activités envisagées dans le cadre du BIAT/UMA avec les recommandations issues de l'EGM 'Transport international et facilitation du commerce en Afrique du Nord' tenu à Rabat (Maroc) les 25 et 26 Septembre 2014. Ces recommandations ont ainsi constitué l'ossature du sous-programme 'Facilitation du commerce' du Plan d'action BIAT/UMA.

B. Atelier national de validation de l'étude sur les politiques d'économie verte inclusive et la transformation structurelle en Tunisie (Tunis, 20-22 octobre 2014)

40. Le Bureau Afrique du Nord de la CEA, fort de ses travaux sur l'économie verte en Afrique du Nord, a activement coopéré avec la Division des Initiatives spéciales en apportant son expertise dans la revue du rapport élaboré par le consultant, la préparation et l'animation de l'atelier de validation de l'étude sur les politiques d'économie verte inclusive et la transformation structurelle en Tunisie.

41. Cet appui a couvert la revue du programme de travail et des termes de référence des travaux de groupe ainsi que la contribution aux travaux de l'atelier. La participation à l'atelier a été également l'occasion de nouer des contacts avec les principaux acteurs concernés par le développement durable et l'économie verte en Tunisie.

C. Lancement du projet d'appui à la mise en œuvre du PASR-LCD au Maghreb

42. Le projet a pour objectif principal de renforcer les capacités de l'UMA et l'appropriation nationale du PASR/LCD et de faciliter la mobilisation des financements nécessaires à l'accélération de la mise en œuvre du programme. Le document de projet a été élaboré et des ressources extra budgétaires mobilisées. Le projet porte sur deux composantes : (i) Plaidoyer et mobilisation des décideurs politiques et des partenaires au développement autour du PASR-LCD et (ii) Appui à la mobilisation des ressources de financement internes au profit du PASR-LCD

43. La composante 1 du projet sera exécutée à travers trois activités : (i) Etude sur la rentabilité économique, sociale et environnementale des investissements stratégiques à long terme en matière de lutte contre la désertification/ dégradation des terres , (ii) Analyse des impacts du changement climatique au regard de la désertification/ dégradation des terres et des mesures d'adaptation au Maghreb et (iii) Réunion de plaidoyer/ mobilisation des décideurs politiques et des partenaires au développement.

44. La composante 2 sera consacrée à l'appui à la mobilisation des ressources de financement internes au profit du PASR-LCD et à l'étude sur les mécanismes durables de financement internes au profit du PASR-LCD.

45. Les principaux résultats escomptés du projet sont :

- a) Les acteurs régionaux et nationaux sont sensibilisés et leurs connaissances relatives aux enjeux et aux impacts de la désertification (insécurité alimentaire, diminution des ressources en eau, perte de la biodiversité, vulnérabilité au changement climatique, migration des populations...) sont améliorés ;
- b) Des mécanismes nationaux de financement durables sont identifiés pour servir de catalyseur à la mobilisation de ressources externes ;
- c) Les partenaires au développement sont mobilisés pour apporter un appui à la mise en œuvre du PASR/LCD.

D. Démarrage du projet d'appui à l'UMA pour l'élaboration d'une stratégie Genre pour le Secrétariat Général de l'UMA

46. Vu l'intérêt pour le Secrétariat Général de l'UMA de se doter d'une stratégie spécifique genre pour pouvoir honorer ses engagements et mettre en œuvre les dispositions des divers instruments régionaux et internationaux relatifs au renforcement de l'égalité entre hommes et femmes et l'intégration dans son travail de l'approche sexo-spécifique, le Secrétariat général de l'UMA et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord ont convenu d'inscrire cette thématique dans le Programme pluriannuel de coopération 2014-2015.

47. L'objectif visé est une plus grande intégration des dynamiques sociales dans l'agenda régional, notamment sur la dimension genre.

48. Pour le Secrétariat Général de l'UMA, l'adoption d'une stratégie genre devrait être considérée comme une étape significative car elle faciliterait l'élaboration d'une feuille de route pour la prise en compte effective de l'approche genre dans le fonctionnement interne et le travail de l'institution. Cette stratégie permettrait à l'UMA de franchir une nouvelle étape vers une meilleure intégration de l'approche genre dans tous ses programmes, en vue de mieux aider la région à réaliser ses objectifs de transformation structurelle et de développement équitable et inclusif. Cette activité a pour objectif de :

- a) Renforcer chez les fonctionnaires du SG de l'UMA et au sein de l'administration la capacité d'inclusion de l'approche genre dans les processus, les structures et les programmes concernant les États membres;

- b) Élaborer des directives pour aider les différents départements de l'Organisation à intégrer la composante genre dans les processus de planification, coordination et mise en œuvre des programmes de l'UMA, ainsi que dans les produits développés à l'intention des États membres;
- c) Renforcer les capacités dont disposent les États Membres pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des conventions relatives à l'égalité des sexes et à la promotion de la femme.

49. Les résultats escomptés sont les suivants:

- a) Mise à niveau des capacités du Secrétariat général de l'UMA pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ses programmes et projets genre ;
- b) Meilleure planification et budgétisation des activités sur le genre ;
- c) Pérennisation de l'action de l'UMA et des outils d'information et de sensibilisation qu'elle produit pour promouvoir une meilleure intégration de l'égalité des genres dans le processus plus général de l'intégration régionale .

E. Renforcement des capacités à utiliser les transferts de fonds des travailleurs pour le développement.

50. Cette activité est mise en œuvre en partenariat avec la Commission Economique des Nations Unies pour l'Asie de l'Ouest.

51. Le projet est destiné à renforcer les capacités des responsables gouvernementaux et les institutions financières à formuler et à adopter des stratégies, des politiques et des programmes visant à améliorer l'impact des transferts de fonds des travailleurs dans le financement du développement dans les pays sélectionnés et soutenir la réalisation des OMD.

52. Dans le cadre de ce projet, la CEA en partenariat avec l'ESCWA et sous le haut patronage du Ministre des Marocains Résidents à l'Étranger et en charge des questions de la migration, a organisé en marge du Forum Africain pour le Développement (ADF IX), un atelier de réflexion sur l'utilisation optimale des transferts de fonds des migrants pour contribuer au développement des pays nord africains. Les présentations et les discussions durant cet atelier qui a vu la participation d'une cinquantaine d'experts ont mis en exergue trois défis majeurs :

- a) L'efficacité des stratégies et politiques nationales afin de canaliser les transferts de fonds vers le développement,
- b) La faiblesse relative de l'infrastructure financière et institutionnelle pour le soutien des transferts de fonds,
- c) Et l'insuffisance des données / informations sur les transferts de fonds des travailleurs.

53. Cette activité est également pour la CEA, une suite logique du travail commencé déjà en 2008 sur les questions de Migration. Elle permet de traduire sur le terrain les résultats du 2^{ème} Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations, qui a eu lieu au secrétariat de l'ONU, à New York, en Octobre 2013. Au cours de ce Dialogue de haut niveau, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-Moon a souligné que "les envois de fonds mondiaux, y compris pour les pays à revenu élevé, devraient atteindre 550 milliards de dollars en 2014 et dépasser \$ 700 milliards d'ici 2016".

54. Les premiers résultats des études commanditées dans le cadre de ce projet seront disponibles en mai 2015.

F. Autres activités d'appui conseils

55. Sur invitation du Centre Islamique pour le Développement du Commerce CIDC/OCI et de la BID, la CEA a co-animé, ensemble avec le CIDC, l'OMC, la CNUCED, l'OMD et le CCI, un séminaire sur les barrières non tarifaires au commerce entre les pays africains membres de l'OCI, du 19 au 21 novembre 20014. L'objectif était de partager les analyses et expériences sur les BNT dans les pays africains membres de l'OIC, et de proposer des actions et perspectives pour leur réduction. La CEA a fait une communication sur les BNT en Afrique et a co-animé les débats sur les autres sous-thèmes. La communication de la CEA a été d'un très grand intérêt pour les participants et pour les objectifs du séminaire. Elle a porté sur la spécification des BNT les plus courantes en Afrique, l'importance et la pertinence des données fournies par les différents rapports ARIA et l'étude réalisée en septembre 2014 par le SRO-NA sur le transport et la facilitation du commerce en Afrique du Nord, les actions des CER sur les BNT, et les perspectives ouvertes par le programme BIAT/CFTA. A la demande des participants, une partie du débat général de fin de séminaire a été consacré à l'initiative de la CEA d'élaborer un index sur l'intégration régionale en Afrique.

56. A l'invitation de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques du Maroc (IRES), le Bureau a également participé activement, le 11 Décembre 2014, à la revue externe du rapport de l'étude thématique "Relations Maroc-Mauritanie: Bilan et perspectives". Cette revue externe a permis d'examiner et d'enrichir le rapport, notamment dans ces volets 'diagnostic' et 'recommandations', dans la perspective du renforcement de l'intégration régionale en Afrique du Nord.

IV. Partenariats stratégiques

57. Outre le partenariat du Bureau avec l'UMA (Confère infra 2.2) à travers les programmes pluriannuels de travail, le partenariat avec les autres agences des Nations Unies au service du développement économique et social et de l'intégration régionale en Afrique du Nord à travers le Mécanisme de Coordination sous régionale (Confère infra 2.3) et la participations aux travaux des équipes pays des Nations Unies, le Bureau a développé d'autres partenariats Stratégiques pour la mise en œuvre de projets spécifiques. Ces partenariats sont relatifs à la collaboration entre Commission régionales des Nations, la Commission Economique pour l'Europe et la Commission Economique et Sociale pour l'Asie de l'Ouest.

A. Partenariat avec la Commission Economique pour l'Europe

58. Un partenariat a été entrepris entre l'UNECA NA et l'UNECE pour la mise en œuvre du projet intitulé « Renforcer les capacités des pays en développement et des pays à économie en transition pour faciliter le passage des frontières, la coopération et l'intégration régionale ». L'objectif de ce projet est de renforcer les capacités des pays en développement et des pays à économie en transition pour faciliter le passage des frontières, par le biais de l'augmentation de l'échange électronique sécurisé d'informations entre les administrations des douanes. Il vise également à contribuer à la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement et des recettes publiques liées au transport international de marchandises. Le projet ambitionne aussi d'accroître la coopération entre les administrations douanières et la promotion de l'utilisation des messages électroniques standards internationaux, en particulier pour les opérations de transit. Le projet arrive à son échéance le 31 décembre 2015.

B. Partenariat avec la CESAO

59. Le Bureau a participé au 20ème Mécanisme de Coordination régionale de la CESAO (Beyrouth, 11 décembre). A cette occasion, les participants ont convenu de la nécessité de renforcer la coopération entre le MCR de la CESAO et le MSRC du Bureau Afrique du Nord. L'impact des processus mondiaux sur les problématiques régionales prioritaires (Programme de développement post-2015), le Renforcement de la coordination dans la lutte contre les problèmes prioritaires (la Justice en période de crise) et la mise en place d'un environnement qui facilite l'intégration régionale ont été les principaux sujets abordés. Une séance a également été consacrée aux progrès effectués par les groupes thématiques du MCR (Groupes de Travail sur le changement climatique, la migration, les OMD, les statistiques, la sécurité alimentaire) et le partage d'informations sur les principaux événements à venir.

60. Il convient également de souligner la contribution du bureau à un EGM de la CESAO en vue de revoir et valider le rapport régional sur l'identification des vides législatifs pour une pleine application de la Résolution SCR 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité dans les pays arabes. L'étude a porté sur sept pays dont l'Egypte, la Tunisie et la Libye. Cette rencontre a permis au Bureau de mettre en avant les bonnes pratiques africaines et leur impact sur la participation des femmes aux processus de paix et de sécurité. A la suite de cette rencontre, le Bureau se prépare à organiser en 2015 et 2016 deux ateliers de renforcement des capacités portant sur les quatre parties de la résolution et destinés à des parlementaires des pays étudiés.

61. Le Bureau a par ailleurs participé à la Rencontre consultative arabe sur un « cadre d'obligation de résultats pour l'agenda de développement post 2015 » à Tunis du 15 au 16 septembre 2014. Cette rencontre visait la mise en place d'un mécanisme régional arabe de reddition des comptes. Parmi les recommandations figure la nécessité de renforcer la capacité de veille et d'évaluation des institutions nationales et d'initier le développement d'un index du développement durable. Le Bureau a partagé à cette occasion les résultats de la réunion africaine consultative de la CEA sur le cadre de responsabilité de l'Agenda post 2015, tenue à Addis Abeba du 21 au 22 août 2014.

V. Etat de la mise en œuvre des recommandations du XXIX CIE

62. La mise en œuvre des recommandations du XXIXème CIE adressées à la CEA a fait partie intégrante de notre programme de travail 2014. Plusieurs de ces recommandations ont été adressées dans la partie II du présent rapport. Cependant, et pour se conformer à la demande expresse des Etats membres, nous revenons ci-dessous, sur quelques réalisations :

A. Utiliser les sources officielles produites par les autorités publiques, notamment les offices nationaux de statistiques et les comptes publics comme la source principale des profils pays.

63. Le Bureau a poursuivi sa démarche de priorisation des sources nationales de données comme base de ses analyses de politiques. Parallèlement aux consultations formelles et informelles avec les Offices nationaux de Statistiques des sept états membres, le Bureau travaille de concert avec le Centre Africain des Statistiques (ACS) pour la signature d'accords de coopérations sur la fourniture de données de première sources et pour la mise en place d'un dispositif d'assistance technique aux Etats membres dans le domaines des Statistiques.

B. Intégrer dans les profils pays une analyse de la vulnérabilité des pays face au changement climatique et une évaluation de l'impact économique et social des catastrophes naturelles.

64. Les profils pays réalisés au cours de la période sous revue n'incluent pas encore cette dimension, mais il est envisagé que dans le cadre des objectifs de 2015 la thématique fasse l'objet d'attention particulière. Comme évoqué précédemment, le Bureau appuie l'Union du Maghreb Arabe pour la mise en œuvre de son plan d'action pour la lutte contre la désertification. Dans le cadre de ce projet une analyse d'impact sera conduite et les résultats pourront informer de manière utile la partie thématique des profils pays, ne serait-ce, dans un premier temps que pour les Etats Membres de l'UMA. Dans tous les cas, le Bureau travaille conjointement avec le Centre Africain sur le Changement Climatique et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies pour augmenter sa capacité à cerner l'impact économique et social des catastrophes naturelles sur les pays de la sous-région.

C. Lancer l'étude sur les chaînes de valeur régionales sur la base de ces recommandations, en partenariat avec les institutions concernées.

65. L'étude a été lancée et validée lors d'une réunion d'expert tenue à Rabat (Confère infra, section 2.2).

VI. Défis, leçons apprises et perspectives pour 2015

66. L'exercice de restructuration interne de la CEA commencé depuis septembre 2012 est entré dans sa phase de maturité au cours de la période sous revue. Cet exercice a abouti déjà à la publication des différentes stratégies de la CEA pour réaliser ses objectifs. Les premières années de mise en œuvre montrent que bien que les perspectives soient bonnes, de nombreux défis restent à relever. Ils ont trait à la capacité de la CEA à trouver le bon moyen de collaborer effacement avec les Etats membres sur la question des données, à la capacité de l'UMA à mobiliser des ressources aussi bien humaines que financières pour l'intégration et à l'impact des conditions politico- sociales de la sous-région sur la capacité du Bureau à produire des résultats.

A. Sur le renforcement des capacités des Etats Membres et de l'UMA

67. Il faut noter qu'au cours de la période sous revue, le Bureau a reçu plusieurs réactions positives de la part de ses Clients. Ses efforts ont été reconnus et appréciés également par les équipes des Nations Unies dans le pays qui ont souligné la participation dynamique de ses experts à leurs travaux ainsi que son plaidoyer continu pour que la dimension régionale soit une constante dans l'action des Nations Unies en Afrique du Nord.

B. Sur les capacités de l'UMA et la mise en œuvre du MYP

68. Les défis liés aux capacités du Secrétariat général de l'UMA n'ont pas connu une grande amélioration durant la période sous revue. Le Secrétariat général de l'UMA est toujours confronté à une insuffisante dotation en ressources humaines pour faire face à son travail difficile, et a besoin de ressources plus prévisibles pour accomplir son mandat. Une telle situation explique le besoin accru du Secrétariat général pour plus de soutien de la part de ses partenaires y compris la CEA. Le Bureau a mobilisé lors de deux grandes réunions les partenaires actuels et potentiels pour l'intégration en Afrique du Nord et n'a pas cessé d'insister au cours de différentes interactions avec les Institutions des Nations Unies et d'autres partenaires régionaux sur la nécessité d'un appui conséquent à l'institution sous régionale qu'est l'UMA. Aussi, voyons-nous la signature du protocole d'accord entre la FAO et l'UMA, comme un premier pas en même temps que l'augmentation des appuis de la BAD à l'endroit de l'UMA.

69. L'étude élaborée par la CEA sur la faisabilité d'un mécanisme de financement autonome de l'UMA s'inscrit par ailleurs dans la perspective d'une formulation de réponses durables à ce problème de capacités des institutions de l'UMA. L'atteinte des résultats escomptés sera toutefois tributaire d'une décision de haut niveau de la part des organes statutaires de l'UMA et d'un engagement plus soutenu des Etats.

C. Sur les conditions politiques et sociales de la région

70. Le travail de la CEA, et encore plus important, la croissance et le développement de l'Afrique du Nord ont été perturbés par l'instabilité politique qui perdure dans une partie importante de l'Afrique du Nord.

71. Si, du côté de la Tunisie, la sortie de transition se confirme, avec les différentes élections conduites avec succès, et si en dépit de quelques difficultés l'Egypte voit sa situation politico sociale s'améliorer, les incertitudes continuent en ce qui concernent la Lybie, une économie importante dans la sous-région. Aux difficultés de stabilisation politique qui y prévalent, s'ajoutent des défis sécuritaires majeurs qui peuvent affecter tout l'environnement sous régional.

72. La réponse à ces défis va nécessiter une revue périodique avec l'UMA des priorités sous régionales dans le cadre du programme pluriannuel de coopération CEA-UMA, pour les besoins d'un alignement constant des activités du Bureau avec les attentes de ses pays membres.